

Le Monde  
France, jeudi 28 janvier 2021

France

Les experts de l'OFCE appellent à doubler la taille du plan de relance

Dans une note publiée mercredi, des économistes estiment qu'avec les taux d'intérêt négatifs, la France peut s'endetter davantage

Audrey Tonnelier

La France a-t-elle les moyens d'amplifier encore son effort de relance ? A l'heure où les mesures de soutien liées à la pandémie de Covid-19 ont fait exploser l'endettement public à plus de 120 % du produit intérieur brut (PIB), l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) appelle à l'augmenter significativement pour répondre aux besoins d'un pays plongé dans la récession. Dans une étude publiée mercredi 27 janvier, et dont Le Monde a pu prendre connaissance, les experts de ce cercle de réflexion d'inspiration keynésienne appellent rien moins qu'à doubler le plan de relance, pour y ajouter « de l'ordre de 100 milliards d'euros pour les dix ans à venir ».

Un nouvel avatar de l' « argent magique » que les Français ont parfois le sentiment d'avoir subitement vu surgir depuis un an ? « Ce n'est pas de l'irresponsabilité, mais la question budgétaire ne doit pas être un frein. On peut aller plus loin pour reconstruire la France de l'après-Covid, et élargir la relance à davantage d'investissements d'infrastructures (nouvelles mobilités, rénovation thermique...), à la santé, l'éducation ou la recherche », soutient Xavier Ragot, président de l'OFCE et professeur à Sciences Po.

Selon lui, calculer l'acceptabilité de la dette publique par rapport au PIB, comme c'est le cas selon les règles européennes, n'est plus pertinent à l'heure des taux d'intérêt bas, voire négatifs, qui rendent indolore le fait de s'endetter. « Ce qui est essentiel pour les finances publiques, c'est le coût de la dette, pas son montant », souligne la note. De fait, en 1997, la charge de la dette les intérêts payés s'élevait à 45 milliards d'euros. Elle devrait tomber à 26 milliards en 2022, alors que la dette est passée entre ces deux dates de 60 % à 120 % du PIB. « On a changé de monde : on peut faire en sorte que l'Etat utilise la dette pour créer de la richesse économique et sociale, souligne M. Ragot. En restant au niveau de charge d'intérêts d'avant-crise (1,5 % du PIB en 2019), on peut augmenter la dette de cinq points, soit 100 milliards d'euros. »

La note de l'OFCE bat également en brèche l'un des arguments majeurs des partisans de moins de dépenses. « Une hausse de la dette publique n'est pas un endettement envers les générations futures. Davantage de dette publique, c'est d'abord plus de redistribution au sein de chaque génération », peut-on y lire. « On sait désormais que ce sont les 20 % de Français les plus riches qui ont le plus épargné durant l'année écoulée, c'est-à-dire les classes moyennes et moyennes supérieures, qui gagnent plus de 2 300 euros net par mois. L'endettement de l'Etat va se faire en faveur des générations actuelles, que ce soit en transférant du revenu à d'autres personnes, en réalisant de l'investissement public, en payant des fonctionnaires », explique M. Ragot. Pour lui, concernant le futur, « il faudra réfléchir à une évolution de la fiscalité ne contribuant pas à augmenter les inégalités ».

Autant de pierres dans le jardin de Matignon et de Bercy, où l'on tente de montrer que le « quoi qu'il en coûte » n'a pas effacé le sérieux budgétaire du début du quinquennat. C'est tout le sens de la création de la commission sur l'avenir des finances publiques, présidée par l'ancien ministre de l'économie Jean Arthuis, qui doit rendre au printemps un avis sur la manière de gérer la dette Covid. « Les politiques ont grandi avec l'idée que la dette est mauvaise. Mais il ne faudrait pas que leur inconscient les empêche de prendre les bonnes décisions », alerte M. Ragot.

### « Une grande lâcheté »

D'autant qu'entre le prolongement des mesures de soutien aux entreprises et aux salariés et les perspectives de croissance qui s'amenuisent, la dette, désormais attendue à 122,4 % du PIB en fin d'année, pourrait encore gonfler. « A Bercy, ils savent que s'il y a un troisième confinement la dette va continuer à augmenter. Ils ne vont pas s'amuser à dramatiser le sujet si au final la situation s'aggrave jusqu'à la fin du mandat », lâche un bon connaisseur du sujet.

Même à droite, l'orthodoxie budgétaire fait ouvertement débat. « Dire qu'on va rembourser la dette par la croissance, c'est d'une grande lâcheté. Les hypothèses les plus optimistes montrent que la croissance ne le permettra pas avant quarante ans. Et ce bobard évite de se poser la question de comment solder cette dette », s'agace Aurélien Pradié, secrétaire général du parti Les Républicains.

L'OFCE n'est pas seul à suggérer de muscler le plan de relance, dont 9 milliards ont été dépensés en 2020 et 40 milliards doivent l'être cette année. Le diagnostic est partagé jusque dans les think tanks d'inspiration libérale. L'Institut Montaigne appelait en décembre à un plan de 60 milliards d'euros supplémentaires, à travers des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises. Début janvier, le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, plaidait pour « le compléter avant l'été » par « un volet sur toute l'économie présenteielle, c'est-à-dire l'économie qui souffre ».

Même Bruno Le Maire n'exclut plus cette éventualité. Le 20 janvier, devant les députés de la commission des finances, le ministre de l'économie a précisé qu'en cas de « nouvelle dégradation [sanitaire] qui toucherait tous les pays européens (...) à l'été et à la fin de l'année 2021 » il faudrait « des mesures de soutien et d'autres mesures (...) dans le cadre du plan de relance ».

« Il y aura peut-être des mesures à prendre au cours du premier semestre, par exemple liées à la consommation. Mais, à ce stade, il faut surtout que le plan soit déroulé », précise le député LRM et rapporteur du budget Laurent Saint-Martin. Il prévient toutefois : « Ce n'est pas parce que les taux sont bas que la dette n'existe pas ! Si on perd la confiance de nos créanciers, ils peuvent remonter très vite. A mettre le sujet sous le tapis, on crée les conditions d'une bombe à retardement . A ses yeux, « le débat n'est pas bien posé, il ne s'agit pas de savoir si la France peut rembourser un prêt comme un ménage le ferait, mais de s'entendre sur les conditions de refinancement de la dette ».

« Bien sûr, un pays est plus puissant économiquement s'il a peu de dette, reconnaît M. Ragot. Mais il faut savoir prendre ce risque aujourd'hui. Sinon, on risque à la fois d'engendrer un blocage d'investissements qui auraient été rentables, et de dramatiser la dette, ce qui nourrira les débats sur une annulation. » Là serait le véritable danger selon lui. « Parler d'annuler la

dette romprait la confiance avec les créanciers, alors même qu'on a des marges de manoeuvre budgétaire. Ce serait jouer avec le feu. »